SÉNAT

Session ordinaire de 1920.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 10^e SÉANCE

Séance du mardi 10 février.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Excuses.
3. — Demandes de congé.
4. — Lettre de M. le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales invitant le Sénat à désigner deux de ses membres au comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne. — Fixation ultérieure de la date de l'élection.
5. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Boudenoot, Ribot, Jonnart, Farjon et Bachelet, ayant pour objet de modifier la loi du 14 octobre 1919, concernant les circonscriptions électorales. — Renvoi à la commission, nommée le 15 mai 1919, relative à l'élection des députés au scrutin de liste avec représentation proportionnelle. — N° 31.
6. — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Jean Codet, Cruppi, Doumergue et Mascaraud, tendant à la création d'une commission du commerce et de l'industrie. — Renvoi à la commission, nommée le 10 février 1920, relative à la nomination de diverses commissions annuelles. — N° 32.
Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dominique Delahaye, tendant à modifier l'article 17 et les articles 104 et 105 du règlement du Sénat. — N° 33.
7. — Scrutin pour la nomination d'un membre de la commission d'instruction de la Cour de justice.
8. — Incident.
9. — Fixation au jeudi 26 février de l'interpellation de M. Paul Strauss à M. le ministre de l'hygiène, de l'assurance et de la prévoyance sociales sur le programme du Gouvernement en matière d'habitations à bon marché, interpellation précédemment fixée au 12 février.
10. — 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Catalogne, ayant pour but de modifier les articles 5, 51, 72, 73, 149, 153, 155, 416 et 1033 du code de procédure civile et d'abroger les articles 157, 160 et 161 du même code (modification des délais en matière civile et commerciale):
Déclaration de l'urgence.
Discussion générale: MM. Catalogne, rapporteur, et Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice.
Discussion des articles:
Art. 1^{er} à 5. — Adoption.
Art. 6: MM. le garde des sceaux et le rapporteur. — Adoption de l'article 6 modifié.
Art. 7 à 9. — Adoption.
Adoption de l'ensemble de la proposition de loi.
Modification du libellé de l'intitulé de la loi.
11. — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la commission d'instruction de la Cour de justice: M. Albert Peyronnet, élu.
12. — Question: MM. Jules Delahaye et François-Marsal, ministre des finances.
13. — Demande d'interpellation de M. de Monzie sur la politique du Gouvernement pour la sauvegarde et le recouvrement de la créance française sur la Russie et la Turquie:
Sur la date de la discussion: MM. François-Marsal, ministre des finances, et de Monzie.
— Fixation au jeudi 25 mars.
14. — Renvoi à la commission de l'agriculture d'une proposition de loi et de deux projets de loi précédemment renvoyés aux bureaux.

SÉNAT — IN EXTENSO

15. — Dépôt d'une proposition de loi de M. Del-pierre, interdisant la distillation des boissons hygiéniques. — Renvoi à la commission d'initiative. — N° 31.

16. — Règlement de l'ordre du jour: MM. Tou-ron et Vieu.

17. — Congés.

Fixation de la prochaine séance au jeudi 12 février.

PRÉSIDENCE DE M. RÉGISMANSET
VICE-PRÉSIDENT

La séance est ouverte à quinze heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Maurice Colin, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du vendredi 6 février.

Le procès-verbal est adopté.

2. — EXCUSES

M. le président. M. Jean Morel s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour et aux séances qui suivront pendant cette semaine.

M. Riotteau s'excuse, pour raison de santé, de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. Potié s'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

3. — DEMANDES DE CONGÉ

M. le président. MM. Pasquet et Artaud demandent un congé jusqu'au 17 février.

M. de Penanros demande un congé pour raison de santé.

Les demandes sont renvoyées à la commission des congés.

4. — COMMUNICATION RELATIVE AU COMITÉ DES ENTREPRISES DE CAPITALISATION

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales la lettre suivante:

« Paris, le 6 février 1920.

« Monsieur le président,

« Conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 1905, relatif au comité consultatif des assurances sur la vie, rendu applicable au comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne par le décret du 30 août 1917, il a été procédé, au cours de la séance tenue le 30 janvier 1919 par ce dernier comité, au tirage au sort des membres élus ou nommés par décret, dont le mandat devait expirer exceptionnellement au bout de deux ans.

« Parmi les noms sortis figurent MM. Chastenot et Cornet, sénateurs, désignés par leurs collègues, dans la séance du Sénat du 26 octobre 1917, pour faire partie du comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne.

« J'ai l'honneur de vous prier, en conséquence, de vouloir bien inviter le Sénat à procéder, dans une séance très prochaine, à l'élection de deux de ses membres pour le représenter audit comité, et je vous serais obligé de vouloir bien me faire parvenir un extrait du procès-verbal de la séance relatant les résultats de cette élection.

« Je crois devoir ajouter que le mandat de M. Chastenot et Cornet est renouvelable.

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération et l'expression de mes sentiments dévoués.

« Le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales,

« J.-L. BRETON. »

Le Sénat voudra sans doute fixer dans l'une de ses prochaines séances la date de cette élection. (Assentiment.)

5. — COMMUNICATION DU DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de MM. Boudenoot, Ribot, Jonnart, Farjon et Bachelet une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 14 octobre 1919, concernant les circonscriptions électorales.

S'il n'y a pas d'opposition, la proposition de loi est renvoyée à la commission, nommée le 15 mai 1919, relative à l'élection des députés au scrutin de liste avec représentation proportionnelle. (Adhésion.)

Elle sera imprimée et distribuée.

M. Boudenoot. Je demande que cette commission soit complétée comme les autres.

6. — COMMUNICATION DU DÉPÔT DE DEUX PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION

M. le président. J'ai reçu de MM. Jean Codet, Cruppi, Doumergue et Mascaraud une proposition de résolution tendant à la création d'une commission du commerce et de l'industrie.

S'il n'y a pas d'opposition, la proposition est renvoyée à la commission nommée, le 10 février 1920, relative à la nomination de diverses commissions annuelles. (Adhésion.)

Elle sera imprimée et distribuée.

J'ai reçu de M. Dominique Delahaye une proposition de résolution tendant à modifier l'article 17 et les articles 104 et 105 du règlement du Sénat.

La proposition de résolution est renvoyée à la commission d'initiative.

Elle sera imprimée et distribuée.

7. — SCRUTIN RELATIF A LA COUR DE JUSTICE

M. le président. L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination d'un membre de la commission d'instruction de la Cour de justice.

Il va être procédé à la désignation, par la voix du sort, de dix-huit scrutateurs et de six scrutateurs suppléants.

(Le sort désigne comme scrutateurs: MM. de Montaigu, Paul Pelisse, Gustave Rivet, Pierre Berger, Donon, Honoré Leygue, Beaumont, Bouveri, Claveille, de Lamazelle, de Landemont, Albert Lebrun, le comte d'Alsace, le marquis de Marguerie, Royneau, Carrère, Castillard, Dudouyt; scrutateurs suppléants: MM. Henri Michel, le général Hirschauer, Magny, Monfeuillard, Potié, Quesnel.)

M. le président. Le scrutin est ouvert.

(Le scrutin, ouvert à quinze heures vingt minutes, est fermé à quinze heures cinquante minutes.)

8. — INCIDENT

M. Jules Delahaye. Messieurs, je dois poser une question à M. le ministre des finances, relativement à l'admission des fonds d'Etat russes au prochain emprunt. M. le ministre s'est mis d'accord avec moi sur la date d'aujourd'hui pour y répondre. Comme il n'y a plus que quelques jours avant l'emprunt, il importe que la question soit traitée dès cette séance, comme il a été convenu.

M. le président. M. le ministre n'étant pas présent, je ne puis vous donner la parole. (Très bien!)

M. Jules Delahaye. Oui, mais j'ai le droit de poser ma question tout de suite et

J'insiste pour que le ministre y réponde s'il est là.

M. le président. Le ministre n'étant pas là, il ne peut être posé de question et le seul droit qui vous est ouvert est celui de déposer une demande écrite d'interpellation. (*Assentiment.*)

M. Jules Delahaye. Je vous demande pardon, monsieur le président. J'insiste parce que c'est le règlement qu'un ministre soit là au jour qu'il a fixé lui-même.

M. le président. Je répète que je ne puis vous donner la parole en l'absence du ministre; veuillez donc attendre sa présence pour faire connaître l'objet de votre question.

M. Jules Delahaye. Je ne suis pas à la discrétion du ministre, ni le Sénat non plus.

M. le président. Vous ne pouvez, pour le moment, que déposer une demande d'interpellation, si vous le jugez nécessaire.

M. Jules Delahaye. Alors, il suffira au ministre de ne pas venir pour échapper à la fois à la question et à l'interpellation.

M. le président. Je dois vous rappeler que le règlement dispose ainsi :

« Art. 80. —
« Les questions orales peuvent, au commencement ou à la fin des séances, être adressées à un ministre après que celui-ci a préalablement accepté.

« Seul, le sénateur qui a posé la question a droit de répliquer sommairement. »

Tel est le règlement. Or, M. le ministre n'est pas présent, et l'on n'a donc pas le droit de dire : « Qui ne dit mot consent. » (*Sourires.*)

M. de Monzie. Monsieur le président, je demande à transformer en interpellation au ministre des finances la question posée par M. Jules Delahaye et à laquelle M. le ministre des finances avait accepté de répondre.

M. le président. Tant que M. le ministre n'a pas fait connaître au président de l'Assemblée son acceptation de répondre à une question, celle-ci ne peut être posée.

M. de Monzie. Je demande alors au Sénat de vouloir bien fixer au début de la séance de jeudi la date de la discussion de l'interpellation dont je vais remettre le libellé et qui porte « sur la politique que le Gouvernement entend suivre pour sauvegarder notre créance, tant vis-à-vis de la Russie que vis-à-vis de la Turquie; observation faite qu'étant donné la date où nous sommes, il n'est plus possible d'envisager l'incorporation des coupons russes dans l'emprunt actuel ». Le ministre a répondu négativement par son absence, aujourd'hui; nous sommes au 10 février et le 19, la souscription à l'emprunt va s'ouvrir.

M. le président. Je donnerai connaissance de la demande d'interpellation que vous annoncez et ce n'est qu'en présence de M. le ministre que le Sénat pourra fixer la date de sa discussion (*Adhésion.*)

9. — MODIFICATION DE LA DATE D'UNE INTERPELLATION

M. le président. M. Paul Strauss m'a fait connaître qu'il est d'accord avec M. le ministre de l'hygiène, de l'assurance et de la prévoyance sociales pour demander au Sénat de vouloir bien fixer au jeudi 26 février la discussion de son interpellation sur les habitations à bon marché, interpellation qui avait été fixée précédemment au jeudi 12 février.

Je consulte le Sénat sur la date du jeudi 26 février.

Il n'y a pas d'opposition?...
La discussion de l'interpellation est fixée au jeudi 26 février.

10. — DISCUSSION D'UNE PROPOSITION DE LOI PORTANT MODIFICATION DES DÉLAIS EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Catalogne ayant pour but de modifier les articles 5, 51, 72, 73, 149, 153, 156, 416 et 1033 du code de procédure civile et d'abroger les articles 157, 160 et 161 du même code (modification des délais en matière civile et commerciale).

M. Catalogne, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...
L'urgence est déclarée.
Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?

M. Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Messieurs, le Gouvernement ne fait aucune objection à l'adoption de la proposition de loi de M. Catalogne; il demande au Sénat de bien vouloir la voter.

M. Dominique Delahaye. Oui, mais qui va nous dire en quoi consiste cette proposition? La lecture du rapport ne saurait suffire.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, le rapport qui vous est soumis est relatif à une réforme partielle, mais importante, du code de procédure civile. Elle peut être considérée, tant au point de vue de la modification des délais, qu'à celui d'une modification à apporter à la citation en conciliation, au point de vue d'une modification au jugement défaut joint et enfin, au point de vue d'une modification à l'article 156 du code de procédure.

La réforme la plus importante est celle des délais prévus par les articles 5, 51, 72, 73, 416 et 1033 du code de procédure civile, et qui remontent à la promulgation du code de procédure civile, en date du 24 avril 1806, modifié par la loi du 3 mai 1862.

Leur mécanisme est compliqué, tant pour la durée que pour les calculs. Au surplus, pour ce qui est de la durée, comparez les délais à l'étranger et les délais en France; vous vous apercevrez immédiatement que si nos nationaux sont appelés devant des tribunaux étrangers avec délais très courts, il n'en est pas de même pour les étrangers qui comparaissent devant les tribunaux français et qui bénéficient de délais considérables. Voilà pourquoi votre commission propose de modifier les délais de procédure. Ces délais seront suffisants et les droits des défendeurs seront sauvegardés.

C'est là un premier avantage du texte proposé. La proposition a son importance à un deuxième point de vue : la responsabilité des officiers ministériels.

Avec le code actuel, il faut calculer des délais, se préoccuper du nombre de kilomètres et de myriamètres sur terre comme sur mer et souvent l'embarras est grand,

surtout s'il s'agit de délais applicables hors de la France continentale.

Voici, messieurs, quelle est l'économie de la réforme, en France et à l'étranger.

Aujourd'hui, s'il s'agit d'une citation en conciliation, il y a un jour pour la comparution, plus le délai de distance.

Avec le texte qui vous est proposé, pour les citations en conciliation et en condamnation, le délai sera également de trois jours pour le canton du juge de paix compétent et pour les cantons limitrophes, de cinq jours pour les autres parties du département, et de quinze jours pour la France entière.

Ainsi, pour les citations en conciliation et en condamnation, les délais deviennent identiques.

En ce qui concerne l'assignation devant le tribunal civil, des délais anormaux sont imposés actuellement sans qu'il soit tenu compte de la facilité des transports.

Pour assigner à Paris un défendeur domicilié à Calais, il faut observer un délai de seize jours; pour assigner un défendeur à Brest, il faut vingt-trois jours; à Pau, vingt-huit jours; à Nice, trente-deux jours.

Voici quels sont les nouveaux délais proposés :

L'assignation sera de huit jours pour les personnes domiciliées dans le département ou les départements limitrophes et de quinze jours pour les personnes domiciliées dans le reste de la France. Il semble, en effet, qu'un délai de quinze jours est suffisant dans la France continentale, d'autant que, lorsqu'un défendeur constitue avoué, l'affaire ne vient pas immédiatement. Il s'écoule souvent six mois et même une année avant qu'elle soit appelée à l'audience.

En ce qui concerne les défendeurs domiciliés hors la France départementale — et c'est la réforme la plus importante — les délais sont actuellement considérables : un mois, deux mois, cinq mois et huit mois, suivant les pays et les distances.

A ces délais, votre commission propose de substituer quatre zones : première zone, le délai est d'un mois; seconde zone, il est de deux mois; troisième zone, le délai atteint trois mois; et, pour la quatrième zone, cinq mois.

Votre commission s'est ensuite préoccupée des délais devant les tribunaux de commerce.

L'article 416 est ainsi conçu : « Le délai sera au moins d'un jour. »

Votre commission propose : trois jours francs pour les défendeurs domiciliés dans le ressort du siège du tribunal qui est saisi, huit jours pour ceux qui sont dans les autres parties du département du siège et dans les départements limitrophes; quinze jours pour ceux qui sont dans les autres parties de la France continentale.

C'est toujours la suppression de calculs kilométriques avec, comme conséquence, la suppression de l'atténuation de la responsabilité des officiers ministériels.

En ce qui concerne la citation en conciliation hors la France continentale, voici l'économie du projet : la citation en conciliation est actuellement pure et simple, avec des délais considérables.

Ces mêmes délais doivent être observés dans l'assignation qui suit la citation en conciliation et ce sont là des délais doubles. C'est dans ces conditions que votre commission demande que la citation vaille assignation. Voici le texte du paragraphe 2 de l'article 2 :

« Dans ce dernier cas, . . . » — dans le cas de l'assignation hors la France continentale — « . . . la citation en conciliation pourra, en prévision du cas de non-comparution du défendeur ou de non-conciliation, contenir, éventuellement, assignation à comparaître »

devant le tribunal, à trois jours, à compter de la date fixée pour la comparution en conciliation. »

Le défendeur est avisé et le demandeur réalise une économie de délais considérable.

Cette réforme a été acceptée, comme, du reste, le texte de divers articles en discussion, par la chambre des avoués de Paris et celle des avoués de province.

Il reste alors une dernière réforme, celle relative au jugement de défaut profit joint : quand plusieurs défenseurs sont assignés, si l'un d'eux ne constitue pas avoué, il faut les réassigner tous de nouveau, pour rendre la procédure valable.

Actuellement pour la réassignation, le tribunal doit rendre un jugement et ce sont toujours des frais importants. Votre commission propose purement et simplement de substituer au jugement une simple requête du président du tribunal.

En vertu de cette ordonnance, les défendeurs seront valablement réassignés comme par le jugement.

En résumé, votre commission s'est préoccupée d'abréger les délais, de les mettre autant que possible sur le même pied que ceux des tribunaux étrangers. Elle s'est préoccupée en même temps de supprimer les difficultés dans la rédaction des assignations, et ainsi d'atténuer, sinon de supprimer complètement, les responsabilités. C'est dans ce but que j'ai cru devoir déposer la proposition de loi dont j'ai été nommé rapporteur. C'est dans ce but, messieurs, qu'au nom de la commission, après des observations qui vous paraissent peut-être nécessaires, je demande au Sénat de vouloir bien, lorsqu'il aura passé à la discussion des articles, de voter la proposition de loi. (*Très bien ! et applaudissements.*)

M. Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Messieurs, la proposition de loi dont M. Catalogne a pris l'initiative est heureuse, en ce sens qu'elle réduit les délais de procédure et qu'elle les précise de façon à éviter toute espèce d'incertitude et, par conséquent, toutes responsabilités pour les officiers ministériels qui peuvent hésiter sur les délais indiqués par le code de procédure civile.

Mais il est un point surtout sur lequel j'estime que la proposition constitue un progrès sérieux : c'est en ce qui concerne le jugement de défaut profit-joint. Jusqu'à présent, d'après le code de procédure civile, quand plusieurs parties étaient assignées et que l'une d'elles ne comparait pas devant le tribunal dans les délais indiqués, le tribunal rendait un jugement donnant défaut, ne statuant pas sur le fond et ordonnant une réassignation. Il en résultait d'abord la levée d'une grosse du jugement, la signification et une nouvelle assignation.

M. Catalogne remplace le jugement ainsi prononcé par une simple requête présentée au président. Et, sur le vu de l'ordonnance, un huissier, commis par cette ordonnance, réassigne les parties défaillantes. Le tribunal est appelé alors à prononcer sur le fond. C'est donc une très grande simplification, sans d'ailleurs que le justiciable se voit enlever aucune des garanties qui lui sont dues. C'est, en même temps, une réduction de frais.

Vous voyez que, sur ce point encore, je ne puis qu'apporier mon adhésion au projet qui est soumis au Sénat par M. Catalogne.

Enfin l'article 6 de sa proposition rend au justiciable qui est domicilié hors de

France une garantie qu'il n'avait pas jusqu'alors, puisque le jugement pouvait se trouver périmé sans qu'il eût été atteint.

Or, M. Catalogne remédie à cette imperfection de notre code de procédure civile en édictant des mesures qui font que la péremption ne pourra pas être obtenue sans que le justiciable ait été au moins averti du jugement qui a été rendu contre lui. Il pourra ainsi faire opposition.

J'aurai tout à l'heure, quand nous arriverons à la discussion de l'article 6, une petite observation à faire sur la rédaction. Je la réserve pour ce moment.

Enfin l'article 8 de la proposition précise la portée, qui était jusqu'à présent un peu controversée, de l'article 1033 du code de procédure civile. Il met, d'ailleurs, en harmonie l'article 1033 actuel avec les modifications que M. Catalogne propose d'apporter.

En réalité, messieurs, vous voyez pourquoi, avant la discussion, je signalais que j'étais tout à fait d'accord avec M. Catalogne et que je demanderais au Sénat de voter la proposition de loi. Je le répète, elle simplifie la procédure, elle réduit les frais, elle ne diminue en aucune façon les garanties des justiciables. C'est pourquoi je me joins à M. Catalogne pour demander au Sénat de lui donner son approbation. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*)

M. Pol-Chevalier. Nous n'avons qu'un regret : c'est que la réforme du code de procédure ne soit pas plus complète. (*Très bien ! très bien !*)

M. le garde des sceaux. Je réponds tout de suite que je prépare en ce moment une réforme, je ne dirai pas tout à fait complète du code de procédure (*Très bien !*) mais une réforme par étapes. Je puis dire à notre nouveau collègue qu'une expérience, qui date de près de trente années, m'a fait apercevoir que l'on ne parvient jamais à faire voter une réforme complète, tandis que l'on peut arriver à faire voter successivement des réformes partielles. Je suis heureux de cette occasion qui m'est offerte de dire au Sénat que je demande en même temps à la commission qui vient d'être constituée d'examiner le plan d'ensemble, et, une fois ce plan d'ensemble établi, de me mettre à même de présenter aux Chambres des projets successifs, en les reliant les uns aux autres. Cela nous permettra de simplifier peu à peu le code de procédure civile, sans à-coups et, surtout, sans dérouter les officiers ministériels. (*Vive approbation.*)

M. Pol-Chevalier. Nous sommes heureux d'avoir provoqué les observations très judicieuses de M. le garde des sceaux.

M. Marandet. Nous vous suivrons dans cette voie, monsieur le ministre.

M. Pol-Chevalier. D'étape en étape.

M. le président. Personne ne demande plus la parole pour la discussion générale ?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles de la proposition de loi.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — L'article 5 du code de procédure civile est modifié ainsi qu'il suit :

« Il y aura, entre le jour de la citation et le jour indiqué pour la comparution, un délai, qui sera : de trois jours si la partie est domiciliée dans le canton ou dans les cantons limitrophes ; de cinq jours si elle est domiciliée dans les autres parties du département ou dans les départements limitrophes ; de quinze jours si elle est domiciliée dans les autres parties de la France

continentale. Hors la France continentale, l'article 73 ci-après sera appliqué. »

Il n'y a pas d'observation sur l'article 1^{er} ?...

Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — L'article 51 du même code est ainsi modifié :

« Le délai de la citation sera de trois jours si la partie citée en conciliation est domiciliée dans le canton ou dans les cantons limitrophes ; de cinq jours si elle est domiciliée dans les autres parties du département ou dans les départements limitrophes ; de quinze jours si elle est domiciliée dans les autres parties de la France continentale ; hors la France continentale, l'article 73 sera appliqué. »

« Dans ce dernier cas, la citation en conciliation pourra, en prévision du cas de non-comparution du défendeur ou de non-conciliation, contenir, éventuellement, assignation à comparaître devant le tribunal, à trois jours, à compter de la date fixée pour la comparution en conciliation. — (Adopté.)

« Art. 3. — L'article 72 du même code est modifié ainsi qu'il suit :

« Le délai ordinaire des ajournements sera de huit jours pour ceux qui sont domiciliés dans le département où siège le tribunal compétent, ou dans les départements limitrophes ; de quinze jours pour ceux qui sont domiciliés dans les autres parties de la France continentale. Hors la France continentale, l'article 73 sera appliqué. »

« Dans les cas qui requerront célérité, le président pourra, par ordonnance rendue sur requête, permettre d'assigner à bref délai. — (Adopté.)

« Art. 4. — L'article 73 du même code est modifié ainsi qu'il suit :

« Si celui qui est assigné demeure hors de la France continentale, le délai sera :

« 1^o D'un mois pour ceux qui demeurent en Corse, en Algérie, en Tunisie, au Maroc, dans les îles Britanniques, et dans les Etats soit de l'Europe, soit du littoral de la Méditerranée, et de celui de la mer Noire, à l'exception de l'Asie Mineure qui figure dans la deuxième zone ;

« 2^o De deux mois pour ceux qui demeurent en Afrique (à l'exclusion de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et des Etats du littoral de la Méditerranée qui figurent dans la première zone), dans l'Amérique du Nord et dans l'Asie Mineure ;

« 3^o De trois mois pour ceux qui demeurent dans l'Amérique centrale et dans l'Amérique du Sud ;

« 4^o De cinq mois pour ceux qui demeurent en Asie (à l'exception de l'Asie Mineure qui figure dans la deuxième zone), dans l'Océanie et dans tous les autres pays non compris dans le présent article.

« Les délais ci-dessus seront doublés pour les pays d'outre-mer en cas de guerre maritime. — (Adopté.)

« Art. 5. — L'article 153 du même code est modifié ainsi qu'il suit :

« Si de deux ou plusieurs parties assignées, toutes ne constituent pas avoué, les parties défaillantes seront, à l'expiration des délais d'ajournement, réassignées par huissier commis par ordonnance du président, avec mention, dans la réassignation, que le jugement à intervenir aura les effets d'un jugement contradictoire.

« A l'expiration des nouveaux délais d'ajournement, il sera statué par un seul jugement contradictoire entre toutes les parties, qu'elles soient ou non représentées par un avoué. — (Adopté.)

« Art. 6. — L'article 156 du même code est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois la péremption du jugement rendu par défaut contre une partie domici-

liée hors de la France continentale ne sera pas encourue, même si ce jugement n'a pu être exécuté en raison du délai des distances dans les termes et délais prescrits au paragraphe 1^{er} du présent article, pourvu que ce jugement ait été signifié, au plus tard, dans les trois mois de son obtention. En outre, la signification de ce jugement fera courir à l'encontre de la partie défaillante le délai d'opposition, qui sera de deux mois à compter de cette signification, ainsi que le délai d'appel qui sera de deux mois à compter de l'expiration du délai d'opposition, le tout à charge par le demandeur de faire, dans l'exploit d'ajournement, et de réitérer dans la signification du jugement, la déclaration qu'il entend se prévaloir des dispositions contenues dans le présent paragraphe. »

M. le garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. A l'article 6, M. Catalogne propose, au nom de la commission, la rédaction suivante :

« Toutefois, la péremption du jugement rendu par défaut contre une partie domiciliée hors de la France continentale ne sera pas encourue, même si ce jugement n'a pu être exécuté en raison du délai des distances, etc. ».

Je ne crois pas utile d'insérer le mot « même », qui pourrait donner lieu à des difficultés d'interprétation, car je ne vois pas quel autre cas on pourrait viser. En laissant subsister le mot « même », on serait tenté d'en chercher d'autres. La rédaction serait donc plus claire si ce mot était supprimé.

M. le rapporteur. Après les observations présentées par M. le ministre, la commission accepte la suppression du mot « même », qui pourrait donner lieu à des contestations. (*Approbat.*)

M. le président. La commission, d'accord avec le Gouvernement, demande la suppression du mot « même », qui figure après les mots : « ne sera pas encourue ».

Je mets aux voix l'article 6 ainsi modifié. (L'article 6, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. « Art. 7. — L'article 416 du même code est modifié ainsi qu'il suit :

« Le délai d'ajournement sera :

« De trois jours, pour ceux qui sont domiciliés dans le ressort du siège du tribunal de commerce saisi ;

« De huit jours, pour ceux qui sont domiciliés dans le département ou dans les départements limitrophes ;

« Et de quinze jours, pour ceux qui sont domiciliés dans les autres parties de la France continentale ;

« Hors de la France continentale, l'article 73 sera appliqué. » — (Adopté.)

« Art. 8. — L'article 1033 du même code est modifié ainsi qu'il suit :

« Le jour de la signification et celui de l'échéance ne sont point comptés dans le délai fixé pour tous actes faits à personne ou à domicile.

« Lorsqu'en vertu des lois, décrets et ordonnances, il y aura lieu à augmentation du délai ordinaire, les délais prescrits pour tous actes faits à personne ou à domicile seront, selon les cas, augmentés des délais égaux à ceux prévus par les articles 5 et 73 pour les citations et ajournements.

« Lorsque le dernier jour d'un délai quelconque de procédure est un jour férié, ce délai sera prorogé jusqu'au lendemain. » — (Adopté.)

« Art. 9. — La présente loi ne sera exécutoire qu'en vertu d'un décret qui fixera la date de sa mise en vigueur. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition est adoptée.)

M. le président. La commission demande que l'intitulé de la proposition soit libellé comme suit : « Proposition de loi ayant pour but de modifier les articles 5, 51, 72, 73, 153, 156, 416 et 1033 du code de procédure civile ».

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

11. — RÉSULTAT D'UN SCRUTIN

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la commission d'instruction de la Cour de justice :

Nombre des votants.....	179
Bulletins blancs ou nuls.....	4
Suffrages exprimés... ..	175
Majorité absolue.....	88

M. Albert Peyronnet a obtenu 174 voix.

M. Albert Peyronnet ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, je le proclame membre de la commission d'instruction de la Cour de justice pour l'année 1920.

12. — QUESTION

M. le président. La parole est à M. Jules Delahaye pour poser une question à M. le ministre des finances, qui l'accepte.

M. Jules Delahaye. Messieurs, M. le ministre des finances a bien compris pourquoi j'insistais afin que ma question eût une réponse dès aujourd'hui. Il connaît mieux que personne l'émotion profonde soulevée par les ajournements successifs de la solution qui s'impose à bref délai.

En effet, le prédécesseur de M. le ministre des finances a pris, sous trois formes, l'engagement d'admettre les détenteurs de fonds russes à l'admission de l'emprunt : il l'a d'abord promis formellement au Sénat, au mois de juin de l'année dernière, d'admettre les coupons russes au prochain emprunt ; il a même pris soin, pour préparer l'opération, de faire estampiller tous les titres, afin qu'il n'y eût que les détenteurs français à profiter de ce privilège. En outre, au mois d'octobre dernier, il a autorisé la libération des bons de la défense nationale au moyen des fonds russes. Et, aujourd'hui, ces malheureux, qui sont au nombre de plus d'un million...

M. Gaudin de Villaine. Certes oui !

M. Jules Delahaye. ... — dans la seule ville d'Angers, il y a 30,000 détenteurs de fonds russes — ces malheureux sont, pour la plupart, réduits à la misère. Nous recevons tous les jours des lettres navrantes. J'en ai moi-même reçu ce matin cinq qui parlaient de suicide. (*Mouvement.*)

M. Gaudin de Villaine. Nous en recevons tous.

M. Jules Delahaye. Il n'est pas possible qu'après de pareilles promesses, faites dans de telles circonstances — car je ne crois pas que pendant la guerre il y ait eu une catégorie de citoyens plus frappée pécuniairement que celle-là — il s'agit de 10 à 15 milliards, on ne peut encore chiffrer la perte...

M. Gaudin de Villaine. Il s'agit de 15 milliards comme fonds d'Etat et de 40 sur l'ensemble.

M. Jules Delahaye. ... il n'est pas possible, dis-je, que vous laissiez ces malheureux aller de déception en déception ; il n'est pas

possible que vous les laissiez assiéger les succursales des établissements publics sans pouvoir obtenir une réponse. Ils nous demandent de déposer des projets qui nous semblent bien plus dangereux que celui d'admettre les coupons à un emprunt, car, enfin, monsieur le ministre, vous m'aviez dit que vous n'étiez plus en état, comme en 1918, d'agir en coopération avec l'Etat russe. Les relations n'existent plus, soit ; mais, vraiment, après avoir payé bénévolement les coupons, en d'autres circonstances, vous n'avez guère à craindre, dans l'avenir, que l'on puisse vous faire une objection pour avoir, une fois de plus, confondu l'intérêt commun de la Russie et de la France dans l'acquiescement d'une dette aussi évidente, aussi sacrée.

En outre, en quoi cela pourrait-il nuire à l'emprunt, si vous imposez le versement en argent frais d'une somme égale à la valeur des coupons... au contraire, vous auriez des propagandistes pour l'emprunt.

Donc, je ne vois pas pourquoi, puisque cela ne peut pas nuire à l'emprunt, ni vous porter un préjudice quelconque, vous ne tiendriez pas les promesses de vos prédécesseurs. (*Très bien !*)

Je ne veux pas insister ; je n'ai pas voulu faire le tableau facile des dangers de l'inertie du Gouvernement, en face de tant de misères imméritées, parce que vous êtes à la veille de l'emprunt et que, pour rien au monde, je ne voudrais nuire à la confiance dont vous avez besoin. Puisque mon collègue, M. de Monzie, qui connaît aussi bien et mieux que moi le problème, va transformer cette question en interpellation, je lui laisse la parole.

J'espère, monsieur le ministre, que vous donnerez satisfaction à ces malheureux sous une forme ou sous une autre, car la question ne peut plus rester ouverte. (*Très bien ! à droite.*)

M. François-Marsal, ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. Messieurs, je remercie M. Jules Delahaye d'avoir bien voulu me donner l'occasion de déclarer que doit être privilégiée la situation de tous les citoyens français qui, avant la guerre, ont prêté de l'argent à notre amie et alliée la Russie, ce dont le pays doit leur savoir gré.

Nous ne devons pas oublier, en effet, que, pendant de nombreuses années, nous avons vécu sur l'alliance de la Russie, et que, le 2 août 1914, ce pays était notre seul allié militaire. C'est sur les fonds que nous lui avons fournis que la Russie s'est développée au point de vue économique, qu'elle a construit des chemins de fer, qu'elle a préparé et accéléré sa mobilisation. Nous en avons tiré des profits sérieux au moment de la bataille de la Marne et en 1916, notamment. (*Très bien ! très bien !*)

J'ajoute que lorsque, dans tous les villages de France, on jouait l'*Hymne russe* au même titre que la *Marseillaise*, les Français qui achetaient des fonds russes, c'est absolument certain, voyaient dans cette opération une œuvre patriotique et nationale à accomplir.

Je suis donc, en ce qui me concerne, tout à fait d'avis que les porteurs de ces fonds ont droit à toute la sollicitude du Gouvernement français. Certes, celui-ci n'a pas de responsabilité matérielle en cette affaire...

M. Gaudin de Villaine. Il a une responsabilité morale.

M. le ministre. ... mais il a un devoir moral à remplir. (*Approbat.*) Ce devoir moral, c'est de prendre les intérêts des

porteurs de fonds russes, pour la raison que je viens de rappeler tout à l'heure, et aussi pour une autre plus forte et que vous ne permettrez de souligner comme ministre des finances. La dette de la Russie à l'égard de la France est considérable, non pas que j'accepte sans réserve les chiffres qui viennent d'être indiqués tout à l'heure; les créances industrielles ou privées, d'après les déclarations qui ont été faites jusqu'à présent, ne montent point à de tels chiffres.

M. Gaudin de Villaine. Je vous le prouverai.

M. le ministre. Mais, en ce qui concerne les fonds d'Etat où les obligations de chemins de fer garanties par l'Etat, le total ne doit pas être éloigné de 12 milliards et demi de francs.

Dans l'état actuel de notre dette extérieure, il est particulièrement précieux de réserver pour la France une créance aussi importante sur un pays qui possède des ressources économiques infinies, une population considérable, et dont nous avons connu, à de nombreuses époques de notre histoire, la force de travail et la volonté de relèvement.

Je suis donc entièrement d'accord qu'une opération, qui ne se fonderait pas dans un grand emprunt, qui ne porterait pas spécialement sur les coupons mais sur le titre lui-même, pourrait être prise en considération et étudiée au moment où les circonstances politiques rendraient cette opération possible.

En ce qui concerne la question du coupon admis comme valeur libératoire à l'emprunt français actuel, je dois faire une remarque préliminaire. J'ignore la valeur attachée par mon prédécesseur aux engagements rappelés par M. Jules Delahaye.

M. Jules Delahaye. Un engagement est un engagement.

M. le ministre. Il ne m'appartient pas d'émettre un avis sur ce point; je dois cependant souligner que M. Klotz, lorsqu'il a déterminé les conditions de l'emprunt que j'ai trouvé en cours en arrivant au ministère, avait signé une décision aux termes de laquelle les coupons russes ne seraient pas admis comme valeur libératoire. J'approuve entièrement sa manière de voir sur ce point. En effet, nous avons besoin, pour notre emprunt, de valeurs susceptibles d'être immédiatement disponibles pour les besoins de la trésorerie, qui constituent un amortissement de notre dette à court terme, ou qui soient rapidement réalisables. Or, tel n'est pas le cas pour ces coupons.

Il est indiscutable que, lorsque la France a pris la charge, par l'opération réalisée d'accord avec la Banque de France, de payer les coupons russes pendant toute la première partie de la guerre, et qu'elle les a ensuite admis, par une mesure très généreuse et très utile, à compter pour la libération de certains emprunts, des raisons sérieuses ont motivé cette décision. Mais aujourd'hui, on se trouve en présence d'une situation tout à fait différente; il n'existe rien en Russie, avec qui nous soyons en paix ou même en guerre. Il y a là, un état d'incertitude sur lequel je n'ai pas le droit d'insister. M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, est seul qualifié pour discuter cette question en accord avec nos alliés.

J'ajoute que, si le Trésor français recevait en ce moment des coupons russes comme une valeur libératoire, il accepterait de ce chef une créance dont on ne peut dans tous les cas espérer le recouvrement qu'à une époque sans doute lointaine.

Quel que puisse être le futur gouvernement russe, même dans le cas où, par hy-

pothèse, les propres signataires de ces emprunts reviendraient au pouvoir, ils nous diraient: « Nous allons certes reprendre le service de nos emprunts demain, dans six mois, dans un an; mais, en ce qui concerne les anciens coupons détachés au cours de la révolution, dans une période où, ni de près ni de loin, vous ne causiez ni de près, ni de loin avec la Russie, où ceux qui détenaient le pouvoir de fait étaient les mêmes qui avaient conclu la paix avec l'Allemagne à Brest-Litovsk et qui avaient déclaré qu'ils ne reconnaîtraient jamais les engagements financiers des gouvernements précédents, ces coupons-là, vous les avez acceptés pour assurer le succès de vos emprunts, laissez-nous un certain délai pour les payer. »

M. Jules Delahaye. Nous étions inspirés par une raison de probité nationale.

M. le ministre des finances. La probité nationale n'a rien à faire, je crois, dans la question. L'intérêt du Trésor est à ce moment seul en jeu; il commande de ne prendre qu'une valeur recouvrable, rapidement et de façon certaine. Les coupons russes sont-ils une valeur dont le recouvrement soit immédiat?

Certes, nous devons poursuivre et nous poursuivrons ce recouvrement dès qu'au point de vue politique les circonstances se seront modifiées; mais actuellement, accepter les coupons russes, ce serait introduire dans notre Trésor une valeur dont nous ne pourrions pas tirer parti tout de suite.

Le jour, d'ailleurs, où les porteurs, faisant bloc, soutenus énergiquement par le Gouvernement, présenteront cette créance au gouvernement russe, ils seront payés plus tôt et plus vite que si le Gouvernement se trouve seul intéressé et si les coupons restent confondus parmi les dettes de la Russie. (*Mouvements divers.*)

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. Je ne puis vous la donner. Seul l'auteur de la question a droit de répliquer sommairement.

M. Jules Delahaye. Puisque je suis le seul à pouvoir intervenir dans la question, M. le ministre me permettra de lui faire observer qu'en vérité son objection, même du point de vue pratique, n'est guère persuasive. Dire, en effet, que le gouvernement russe attacherait plus d'importance aux demandes d'ensemble des porteurs qu'à celles du Trésor français, c'est exprimer une crainte démentie par l'expérience.

Alors que la Russie était déjà en révolution et que ses représentants restaient à Paris pour s'engager au nom de ses gouvernements successifs qui ne les avaient pas même accredités, la France a fait quelque chose de plus grave en payant les coupons de son plein gré, que de prendre la responsabilité, au nom de la probité nationale, au nom de la probité éternelle de tous les gouvernements, de puiser dans les caisses du Trésor pour avancer le payement de leurs dettes, plutôt que d'abandonner des malheureux créanciers qui meurent de faim.

Vraiment le Gouvernement courrait moins de risques en agissant comme je le demande qu'en supposant le gouvernement russe, quel qu'il soit, capable de chicaner sur une pareille créance, pour ne la payer que le plus tard possible et en dernier lieu! (*Applaudissements à droite.*)

M. le ministre. Je ne puis qu'insister sur le point que j'ai eu l'honneur de développer tout à l'heure. Au point de vue financier, je crois, autant une opération d'ensemble et localisée peut être fructueuse pour les porteurs de fonds russes et donner

en même temps au Gouvernement français des armes et des moyens d'action diplomatique, autant, je le crois, pour vous le dire très sincèrement, M. Klotz a eu raison de ne pas admettre les coupons, parce qu'ils ne constituent pas une recette rapidement recouvrable pour le Trésor.

M. Gaudin de Villaine. Le Gouvernement a eu tort de manquer à un engagement.

M. le président. L'incident est clos.

13. — DEMANDE D'INTERPELLATION

M. le président. J'ai reçu de M. de Monzie une demande d'interpellation sur la politique que le Gouvernement entend suivre pour la sauvegarde et le recouvrement de la créance française sur la Russie et la Turquie.

Quel jour le Gouvernement propose-t-il pour la discussion de cette interpellation?

Quelques sénateurs au centre. Tout de suite!

M. le ministre des finances. Je demande la remise de cette discussion après les opérations de l'emprunt.

M. de Monzie. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Monzie.

M. de Monzie. Je demande, monsieur le président, à m'expliquer sur cette question de date. Il n'entre pas dans mon esprit d'attarder le Sénat à des regrets qui se tourneraient plus spécialement vers M. Klotz, ancien ministre des finances.

M. Milliès-Lacroix, président de la commission des finances. Et vers le Parlement tout entier qui n'a pas admis les coupons russes pour l'emprunt.

M. de Monzie. M. Klotz, avant de rédiger le projet d'emprunt, avait, au préalable, pris, devant le Parlement, un engagement qu'il n'a pas tenu (*Approbatum sur divers bancs*), et que le Parlement ne lui a pas rappelé. Puis, ce projet d'emprunt a été soumis aux Chambres.

Si je ne demande pas à interpeller le Gouvernement et spécialement M. le ministre des finances sur le texte même qui a fait l'objet de la question de M. Jules Delahaye, c'est parce que mon intervention serait inopérante je crois. Nous serions dans la nécessité, dans un délai de huit jours, de voter un nouveau texte de loi.

Je considère que nous ne pouvons qu'exprimer des regrets, et que nous avons trop de besogne à faire dans l'avenir pour nous préoccuper du passé. Je m'associe pleinement aux sentiments exprimés par M. Jules Delahaye, et je demande simplement au Sénat de retenir la parole de M. le ministre des finances pour, en toute connaissance de cause, fixer la date de mon interpellation.

M. le ministre des finances a dit un certain nombre de choses extrêmement importantes, notamment que, d'après lui, l'Etat avait un devoir moral sinon une responsabilité juridique à l'égard des détenteurs des emprunts russes.

Cette responsabilité juridique est du même ordre, à mon sens, que celle d'un banquier émetteur lorsque, par suite d'une erreur d'information, il a incité des souscripteurs à prendre des valeurs dont la garantie diffère de celle annoncée par le prospectus d'émission.

M. Touron. C'est une thèse!

M. de Monzie. C'est une thèse et c'est ma conviction.

M. le ministre des finances a parlé de de-

voir moral. Je retiens le mot en ajoutant : « intérêt politique ».

Le Sénat peut fixer l'interpellation que j'aurai l'honneur d'adresser au Gouvernement en la personne de M. le ministre des finances, à une époque où, quoi que vous décidiez, il n'y aura rien qui puisse nuire au succès de l'emprunt. J'admets une date qui viendra après le 20 mars, dans une pensée que vous comprenez, et à laquelle le Sénat s'associera.

Il serait peut-être intéressant d'ajouter qu'il y aurait lieu de revenir sur cette fixation de date si, contrairement à notre pensée, le Gouvernement employait, dans ses négociations avec la Turquie, une politique contraire à celle sur laquelle il vient de s'expliquer pour la Russie, car la question se pose pour les fonds ottomans dans les mêmes conditions que pour les fonds russes. (*Dénégations sur divers bancs.*)

Vous me permettez bien d'exposer une thèse. L'honneur de chacun de nous est d'en avoir une et de la soutenir. (*Très bien!*)

Je demande donc au Sénat de fixer l'interpellation au premier jeudi après le 20 mars, par exemple.

M. le ministre. J'accepte la date du jeudi 25 mars.

M. le président. Le Gouvernement et l'interpellateur étant d'accord, je consulte le Sénat sur la fixation au jeudi 25 mars de la discussion de l'interpellation.

Il n'y a pas d'observation?...
Il en est ainsi décidé.

14. — RENVOI D'UNE PROPOSITION DE LOI ET DE DEUX PROJETS DE LOI A LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE

M. le président. Le Sénat avait prononcé, en septembre dernier, le renvoi aux bureaux d'une proposition de loi concernant les assurances contre la grêle. D'autre part, il avait été saisi, dans les derniers jours de décembre 1919, de deux projets de loi qui avaient été également renvoyés aux bureaux : l'un concernant le crédit mutuel et la coopération agricole, l'autre le choix des taureaux employés à la reproduction.

M. le président de la commission de l'agriculture, commission créée par le Sénat le 25 janvier dernier et maintenant constituée, demande que ces propositions et projets lui soient renvoyés. (*Assentiment.*)

S'il n'y a pas d'opposition, il en est ainsi ordonné.

15. — DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. Delpierre une proposition de loi interdisant la distillation des boissons hygiéniques.

S'il n'y a pas d'opposition, cette proposition de loi est renvoyée à la commission d'initiative.

Elle sera imprimée et distribuée.

16. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici, messieurs, quel pourrait être l'ordre du jour de notre prochaine séance :

A quatorze heures et demie, séance publique :

Scrutin pour la nomination d'un membre suppléant de la commission d'instruction de la Cour de justice.

Le scrutin sera ouvert pendant une demi-heure ;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre de l'exercice 1919 pour les

dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'autoriser un nouveau relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général.

Y a-t-il des observations sur cet ordre du jour ?

M. Touron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Touron.

M. Touron. Je m'excuse, messieurs, de demander la parole pour une question d'ordre intérieur, mais je voudrais présenter une observation au sujet des élections, qui ont lieu dans les bureaux avant les séances publiques, pour compléter les commissions.

Nous avons eu aujourd'hui la surprise de voir au *Journal officiel* une vingtaine de bureaux convoqués inopinément pour compléter des commissions déjà existantes. Je ne crois pas exagérer en disant que la plupart de nos collègues n'ont pas eu leur attention attirée assez à temps sur l'intérêt de ces nominations ; il en est résulté que, dans des bureaux de 1914, 1915 ou 1916, il y a eu nombre d'absents et que les commissaires y ont été nommés un peu au hasard des présences. (*Approbat.*)

Je crois savoir que demain paraîtront au *Journal officiel* des convocations aussi nombreuses qu'aujourd'hui. Aussi demanderai-je à M. le président de ne faire ces publications qu'au moins deux ou trois jours avant l'élection des membres des commissions à compléter, afin que les groupes, en particulier, puissent voir que dans telle ou telle commission il y a deux ou trois membres à nommer et qu'ils aient au moins le temps de se concerter et d'appeler un plus grand nombre de sénateurs à prendre part au vote dans les bureaux. Sinon, les commissions risqueront d'être complétées absolument au hasard.

Je demande, en résumé, à la présidence du Sénat, de vouloir bien annoncer au *Journal officiel* la nomination des commissions, non pas le jour même, mais au moins deux ou trois jours à l'avance. (*Très bien! et applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. Je dois faire observer à l'honorable M. Touron que la convocation précipitée des bureaux anciens reconstitués pour compléter des commissions, dont il se plaint, n'est généralement faite que sur demande des présidents des commissions, et que le règlement n'impartit, d'autre part, qu'un délai limite pour y procéder.

M. Touron. Les présidents demandent que l'on complète les commissions, mais ils ne fixent pas de jour. En ce qui me concerne, par exemple, lorsque j'ai demandé que l'on complète la commission des dommages de guerre, que j'ai l'honneur de présider, j'ai eu soin de prier la présidence de vouloir bien rappeler au Sénat la liste des membres des bureaux anciens.

Je demande que l'on insère au *Journal officiel*, plusieurs jours à l'avance, la composition nominale des bureaux, dont personne n'a pu prendre connaissance en entrant en séance.

Notre honorable collègue, M. de Selves, président de la commission des foyers, qui avait demandé récemment de compléter sa commission, ignorait que ce fût aujourd'hui qu'elle devait être complétée.

M. de Selves. Je n'avais pas reçu le *Journal officiel* avant la séance.

M. Touron. Ni moi non plus ; il est sans doute arrivé un quart d'heure après mon départ.

Je demande que le fait ne se reproduise plus et je prie M. le président de vouloir

bien décider qu'il y aura désormais trois ou quatre jours de battement entre la publication au *Journal officiel* et l'élection.

M. le président. Quant à la publication des listes nouvelles au *Journal officiel*, elle pourrait précéder de quarante-huit heures la réunion des bureaux.

M. Touron. Quarante-huit heures, c'est plus que vingt-quatre, mais je crois bien que quatre-vingt-seize heures vaudraient mieux encore. (*Sourires.*) Je demande trois ou quatre jours.

M. le président. Des instructions seront données pour que la publication au *Journal officiel* ait lieu quatre jours à l'avance. (*Approbat.*)

M. Touron. Je vous remercie, monsieur le président.

M. Vieu. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Vieu.

M. Vieu. Messieurs, je m'excuse de faire une observation un peu tardive, car je voulais tout à l'heure m'associer pleinement aux observations de M. Touron.

Il y a un inconvénient à procéder comme il a été fait aujourd'hui même. En faisant remplacer les membres des commissions anciennes par les membres des bureaux anciens, il se produit des confusions avec les bureaux actuels. Il faut rechercher ces formations anciennes et les convocations se font dans de mauvaises conditions.

M. Milliès-Lacroix. C'est le règlement qui le veut ainsi. (*Très bien!*)

M. Vieu. Je le sais, mais nous pourrions chercher à le modifier, afin que les commissions, même anciennes, fussent complétées par les bureaux de la dernière formation. Nous éviterions ainsi certains des inconvénients signalés.

M. Boudenoot. La proposition de M. Touron est rationnelle, mais aller au delà ne simplifierait pas le règlement. (*Approbat.*)

M. le président. Il vous appartient, monsieur Vieu, de déposer, à ce sujet, une proposition de modification du règlement.

Personne ne demande plus la parole?...
L'ordre du jour est fixé ainsi qu'il vient d'être proposé.

17. — CONGÉS

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder les congés suivants :

A M. de Penanros, un congé ;
A M. Artaud, un congé jusqu'au 15 février ;

A M. Pasquet, un congé jusqu'au 15 février.

Il n'y a pas d'opposition?...
Les congés sont accordés.

Personne ne demande plus la parole?...
La séance est levée.

(La séance est levée à dix-sept heures dix minutes.)

*Le Chef de service
de la sténographie du Sénat,
E. GUÉMIN*

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel

avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.
 * Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

3018. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 9 février 1920, par M. Roustan, sénateur, demandant à M. le ministre de l'instruction publique si le crédit, qui permettait d'accorder une indemnité aux membres de l'enseignement qui allaient suivre, une fois par semaine au moins, les cours de la Faculté, sera rétabli.

3019. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 février 1920, par M. Louis Tissier, sénateur, demandant à M. le ministre des pensions que soient affichées les dates de réunions des commissions cantonales d'expertises, en vue de l'examen des démobilisés qui en ont fait la demande régulière, comme le sont les dates des tournées des conseils de revision ou des commissions de recensement des chevaux.

3020. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 février 1920, par M. Alfred Brard, sénateur, demandant à M. le ministre de l'intérieur quelles mesures doivent être prises pour modifier le décret rendu en application de la loi organique du 2 août 1875, qui n'accorde aux délégués sénatoriaux, pour exercer leur mandat obligatoire, que des indemnités disproportionnées avec le coût de la vie actuelle.

3021. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 février 1920, par M. Roustan, sénateur, demandant à M. le ministre des travaux publics quelles mesures seront prises contre les ravageurs des côtes qui pêchent à la dynamite et comment les protestations des pêcheurs de la Méditerranée, indignés de ces procédés, recevront satisfaction.

3022. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 février 1920, par M. Roustan, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si un commerçant, à qui l'intendance a imposé, sous la menace d'une réquisition, la livraison des vins à des prix fixés par elle et au-dessous des cours pratiqués, peut être considéré comme un fournisseur et assujéti, à ce titre, à la contribution des patentes.

3023. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 février 1920, par M. Roustan, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si un transitaire, qui a été dans l'obligation de livrer à l'intendance des vins appartenant à des maisons espagnoles et pour lesquels il était chargé, moyennant une commission, des opérations de transit, peut être assujéti personnellement à la contribution des patentes pour cette fourniture sous prétexte que les paiements ont été faits à son nom, s'il est établi qu'il n'a jamais été propriétaire de ces vins et a remis intégralement à l'expéditeur les sommes encaissées de l'intendance par son intermédiaire.

3024. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 février 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la justice où en sont les enquêtes sur les scandales de Roanne, des mistelles, des vins de Portugal, des rhums, et si des sanctions ont été prises à la suite des perquisitions faites pour hausse des marchandises et spéculation illicite.

3025. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 février 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre des finances s'il ne serait pas

possible de faire verser, par les banques, émettrices des emprunts russes, dans la proportion de leurs émissions, le montant des coupons échus aux porteurs, pour le compte de l'Etat russe, à valoir sur la reprise des paiements ultérieurs.

3026. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 février 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre des finances de hâter la réorganisation du personnel des écrivains administratifs de la marine, dont la situation est restée précaire malgré la revision des traitements.

3027. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 février 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre des finances s'il n'estime pas que la réduction de 200 unités dans le corps des écrivains administratifs de la marine a rendu nécessaire la réorganisation de ce personnel, cette réorganisation ne paraissant pas liée à l'ouverture de crédits nouveaux.

3028. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 février 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de l'agriculture si les anciens combattants, qui voudraient revenir à la terre, ne pourraient obtenir de terres en France, en Algérie ou aux colonies à raison d'environ 20 à 40 hectares par combattant.

3029. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 février 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre de faire participer la gendarmerie — tout au moins celle qui était sur le front et qui compte 500 tués et 1,500 blessés — qui a été exclue, par le décret du 29 octobre 1919, à l'attribution de la médaille commémorative interalliée de la grande guerre (médaille de la victoire).

3030. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 février 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre s'il ne serait pas possible de charger le sous-directeur de la gendarmerie de s'entendre avec le fondateur de la « Caisse du gendarme » pour la transformation de cette œuvre si utile, dont les statuts doivent être révisés.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

2953. — M. Catalogne, sénateur, demande à M. le ministre du commerce et du ravitaillement, étant donnée que la non-livraison du sucre en septembre, octobre, novembre et décembre 1919 n'est nullement du fait ou de la faute du département des Basses-Pyrénées, que, dans ce département et jusqu'au 1^{er} janvier 1920, la livraison du sucre s'effectue sans majoration de 1 fr. le kilogramme. (Question du 24 janvier 1920.)

Réponse. — Les sucres des attributions afférentes aux mois antérieurs à celui de décembre, et qui ont été payés mais non livrés avant le 21 décembre, seront cédés au prix pratiqué avant l'application du décret du 20 décembre.

2956. — M. Roustan, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les soldats de la classe 1918, ajournés à un an et incorporés avec la classe 1919, qui auront, au mois d'avril, accompli deux ans de services, seront démobilisés avec la classe 1918. (Question du 27 janvier 1920.)

Réponse. — Réponse négative. Les militaires dont il est question seront libérés avec la classe 1919, un seul ajournement n'amenant aucune réduction dans la durée du service actif (art. 19 de la loi de recrutement).

2957. — M. Roustan, sénateur, demande à M. le ministre de la marine s'il est exact qu'un ordre a paru à Toulon, obligeant les marins qui ont été punis de plus de huit jours de prison à rester après la libération de leur classe, ce qui occasionne des inégalités entre ceux partis la veille du jour où cet ordre a paru et ceux qui sont contraints de rester après leurs camarades; si cet ordre est conforme à la loi d'amnistie et que des mesures plus équitables soient prises pour les marins traités défavorablement. (Question du 27 janvier 1920.)

Réponse. — La loi d'amnistie du 24 octobre 1919 ne vise pas les punitions de prison encourues par des militaires ou marins.

Par suite, il y a lieu d'appliquer aux marins punis de prison les dispositions de l'article 39 de la loi du 21 mars 1905, modifié le 7 août 1913, ou de l'article 28 de la loi du 24 décembre 1896, d'après lesquelles les marins qui, par suite de punitions de prison, ont été empêchés d'accomplir une partie de leur service, doivent être maintenus sous les drapeaux après le congédiement de leur classe ou le terme prévu par leur engagement volontaire.

2958. — M. Roustan, sénateur, demande à M. le ministre du commerce et du ravitaillement que le contingent de sucre du ravitaillement — qui n'a pas été livré dans l'Hérault en novembre et décembre 1919 et qui aurait dû être facturé au prix de 1919 — soit payé 2 fr. le kilogramme, afin d'éviter aux consommateurs, pour un retard qui leur a été imposé, une dépense supplémentaire. (Question du 27 janvier 1920.)

Réponse. — Les entrepôts, de même que les raffineries de Marseille qui approvisionnent le département de l'Hérault, ont toujours été en situation de livrer les contingents de sucre attribués à ce département. Les retards survenus dans la livraison ne sont donc pas imputables aux organes livranciers.

Il a été toutefois décidé que si des attributions antérieures à celles consenties pour le mois de décembre ont été payées mais non livrées avant le 21 décembre, elles seront cédées au prix pratiqué avant l'application du décret du 20 décembre.

2961. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 27 janvier 1920, par M. Merlin, sénateur.

2964. — M. Cordelet, sénateur, demande à M. le ministre de l'agriculture si les veuves des fermiers mobilisés, dont le décès a été légalement constaté avant le 1^{er} septembre 1917, ont droit à la prorogation prévue par le décret du 3 novembre 1919 ou si ce droit est réservé au contraire aux veuves de fermiers mobilisés, dont le décès est postérieur au 31 août 1917; quels sont, à ce sujet, les droits des femmes des fermiers mobilisés disparus; quelle est la juridiction compétente, non pour relever un fermier ou une veuve de la déchéance encourue pour déclaration tardive, mais bien pour décider si la personne qui a fait une déclaration de prorogation régulière a ou non droit à cette prorogation. (Question du 27 janvier 1920.)

Réponse. — 1^o En ce qui concerne le fermier disparu, il semble devoir être considéré comme encore mobilisé, et tout membre de la famille participant à l'exploitation de la ferme peut réclamer le bénéfice de la prorogation conformément à l'article 1^{er} du décret du 19 septembre 1914 et à l'alinéa 2 du décret du 3 novembre 1919;

2^o La question est plus complexe en ce qui concerne la veuve, car les droits résultant du bail peuvent avoir été transmis à d'autres héritiers. Toutefois, si la veuve a continué en fait l'exploitation, elle semble avoir droit, comme la femme du fermier disparu, au bénéfice de la prorogation, quelle que soit d'ailleurs la date du décès, à condition, bien entendu, que le fermier lui-même, s'il eût vécu, se fût trouvé dans les conditions requises pour bénéficier de la prorogation. Exemple: le fermier renvoyé dans

ses foyers avant le 1^{er} septembre 1917, meurt en janvier 1920; le bail expirant en avril 1920 ne saurait être prorogé à la demande de sa veuve. Au contraire, si le fermier avait été renvoyé dans ses foyers après le 1^{er} septembre 1917, il aurait pu, s'il avait vécu jusqu'en avril 1920, demander la prorogation; sa veuve semble pouvoir également en invoquer le bénéfice;

3^e En l'absence de toute disposition spéciale à cet égard, le tribunal compétent se détermine d'après les règles du droit commun. Le juge de paix est compétent en dernier ressort jusqu'à 300 fr. et, à charge d'appel, sans limite, si le prix du bail n'excède pas 600 fr. par an. Ces diverses indications ne sont données que sous réserve du droit d'interprétation des tribunaux.

2965. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 27 janvier 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2966. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 27 janvier 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2967. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 27 janvier 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2968. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 27 janvier 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2970. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la marine d'étendre aux officiers de son département les mesures prises à celui de la guerre (circulaire du 17 décembre 1919), en vue d'allouer aux officiers du grade de capitaine (3^e échelon), pendant le droit au payement de l'indemnité exceptionnelle du temps de guerre, une allocation spéciale ayant pour but de relever leur traitement au niveau de celui des officiers de l'échelon inférieur qui continuent à percevoir cette indemnité. (Question du 27 janvier 1920.)

Réponse. — Une circulaire du 20 janvier 1920, insérée au *Journal officiel* du 28, alloue aux officiers intéressés une indemnité spéciale, en vue de mettre leurs émoluments au niveau de ceux des officiers de l'échelon inférieur dans la même situation de famille.

2971. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la marine, que l'indemnité d'ordonnance, qui a été rétablie au profit des officiers de l'armée terre, soit remise en vigneur pour les officiers de l'armée de mer lorsqu'ils sont en service à terre. (Question du 27 janvier 1920.)

Réponse. — Un projet de décret allouant en temps de paix l'indemnité en remplacement d'ordonnance aux officiers des divers corps de la marine, en service à terre, a été soumis au contreseing du ministre des finances.

2974. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 28 janvier 1920, par M. de Las Cases, sénateur.

2978. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 29 janvier 1920, par M. Bouveri, sénateur.

2981. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 29 janvier 1920, par M. Louis Soulié, sénateur.

2982. — M. Louis Soulié, sénateur, demande à M. le ministre de la justice si les mesures ont été envisagées pour faciliter aux jurés et aux témoins en justice l'exercice de leur mission ou l'accomplissement de leur devoir et pour adapter aux conditions de la vie les indemnités prévues par la loi en leur faveur. (Question du 29 janvier 1920.)

Réponse. — Une commission a été instituée auprès de la chancellerie, par décret du 27 avril 1919, en vue de la refonte des décrets et ordonnances sur les frais de justice en matière pénale. A la suite des travaux de cette commission, un projet de décret, sur le point d'être soumis au conseil d'Etat, prévoit un sensible relèvement des indemnités actuelles aux jurés et aux témoins.

2983. — M. de Lubersac, sénateur, demande à M. le ministre de l'agriculture de rapporter l'arrêté du 26 décembre 1919, concernant l'achat des appareils destinés à la culture mécanique, arrêté qui cause aux cultivateurs des régions libérées un préjudice indiscutable, les agriculteurs dont les bâtiments et les terres ont été les plus gravement endommagés n'ayant pas pu profiter des avantages accordés par l'article 5 de l'arrêté du 16 juillet 1919. (Question du 30 janvier 1920.)

Réponse. — Par application des arrêtés des 8 octobre 1917 et 16 juillet 1919, les subventions de 50 p. 100 accordées pour achats de tracteurs aux cultivateurs des régions dévastées ont été prélevées, jusqu'au 31 décembre 1919, sur les fonds gérés par le service de la motoculture. Ce service ayant été rattaché, le 8 novembre 1919, au ministère des régions libérées, il appartient désormais à cette administration de rechercher dans quelle mesure les crédits dont elle dispose lui permettront d'attribuer les subventions dont il s'agit.

2984. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 30 janvier 1920, par M. de Las Cases, sénateur.

Ordre du jour du jeudi 12 février.

A quatorze heures et demie, séance publique :

Scrutin pour la nomination d'un membre suppléant de la commission d'instruction de la Cour de justice.

(Le scrutin sera ouvert pendant une demi-heure.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre de l'exercice 1919 pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils. (N^{os} 17 et 30, année 1920. — M. Paul Doumer, rapporteur.)

4^e délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'autoriser un nouveau relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général. (N^{os} 6 et 21, année 1920. — M. Imbart de La Tour, rapporteur, et 21, année 1920. — Avis de la commission des finances. — M. Paul Doumer, rapporteur.)